

# 1000 news

## La lettre aux administrateurs et délégués des sociétaires

### Édito

<sup>(1)</sup> Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

<sup>(2)</sup> Loi de financement de la Sécurité sociale

<sup>(3)</sup> Contribution sociale généralisée

Le 22 mars, la CNSA<sup>(1)</sup> a remis au Parlement un rapport sur le financement de la perte d'autonomie dans le cadre de la LFSS<sup>(2)</sup> pour 2021. La Caisse exclut un financement associant régime obligatoire et intervention des complémentaires. Elle s'orienterait plutôt vers une hypothèse déjà formulée, à savoir la hausse de la CSG<sup>(3)</sup> de 0,29 point qui viendrait en surplus du 0,15 point de CSG déjà transféré à la CNSA depuis juillet 2020.

Pour Marie-Anne Montchamp, Présidente de la CNSA, il s'agit de ne pas reproduire le modèle qui prévaut pour l'Assurance Maladie avec les complémentaires afin que « *les financeurs privés n'interviennent pas en concurrence de la solidarité nationale* » pour reprendre ses termes. La prééminence de la cinquième branche de Sécurité sociale est clairement proclamée.

Cependant, le rapport reconnaît l'expertise et la légitimité des organismes complémentaires pour la prise en charge de l'autonomie. Il insiste sur la nécessité d'interroger leur place dans l'écosystème des acteurs de l'autonomie et leur rapport vis-à-vis des acteurs publics.

Les financeurs supplémentaires pourraient être sollicités pour prendre en compte la question des aidants en activité, développer la prévention primaire et le bien vieillir avant la cessation d'activité, accompagner le passage à la retraite, et développer les métiers de l'assistance à la personne.

La CNSA prône ainsi un pilotage associant les acteurs publics et privés qui s'appuierait sur une concertation renforcée et la définition d'un agenda (« Agenda Autonomie 2030 »). La Caisse évoque également une gouvernance représentative de l'ensemble des investisseurs. Reste à voir maintenant comment le Gouvernement va s'approprier ces propositions.

Autre actualité de ces derniers jours et dont vous avez été informés hier : la présentation à la presse des résultats du Groupe. Sans revenir dans le détail, rappelons que 16 réunions de Conseils d'administration se sont tenues entre le 15 et le 31 mars pour arrêter les comptes 2020. Les résultats sont bons malgré le contexte exceptionnel de la pandémie et de taux toujours bas. Ils témoignent de la résilience du Groupe et reflètent l'engagement constant de l'ensemble des collaborateurs et du corps social.

C'est un formidable encouragement pour tous et un gage de confiance pour nos assurés.

La situation restant fragile, il nous faut toutefois rester mobilisés sur nos objectifs de performance pour ne pas perdre le bénéfice de ce qui a été engagé. Quelques semaines difficiles nous attendent encore : il faut « tenir bon ensemble », ne pas laisser faiblir la dynamique que nous avons su maintenir depuis un an.

André Renaudin

Pour lire le rapport de la CNSA, [cliquez ici](#).

## Sommaire

Conjoncture macroéconomique et financière	<a href="#">Page 2</a>
<i>Lettre Éco</i>	<a href="#">Page 4</a>
Retraite	<a href="#">Page 4</a>
Santé	<a href="#">Page 6</a>
Épargne	<a href="#">Page 8</a>
À noter	<a href="#">Page 9</a>
Actus Groupe	<a href="#">Page 12</a>
Zoom sur	<a href="#">Page 17</a>
Il nous a quittés	<a href="#">Page 18</a>
Nominations	<a href="#">Page 19</a>
Cyclisme	<a href="#">Page 19</a>
Agenda	<a href="#">Page 20</a>

<sup>(4)</sup> Source : Direction de la recherche

## Conjoncture macroéconomique et financière<sup>(4)</sup>

### Monde : euphorie de la vaccination dans les pays anglo-saxons

Aux États-Unis, la vaccination progresse très vite, avec plus de 2,5 millions de doses administrées quotidiennement. Plus de 135 millions d'Américains (40 % de la population) ont déjà reçu une injection et le Président, Joe Biden, a annoncé vouloir atteindre 200 millions de vaccinés fin avril (soit 62 % de la population totale). Cette perspective alimente l'espoir d'un retour à une activité normale dans les prochains mois et d'une accélération de la croissance. Celle-ci dispose par d'ailleurs d'une base solide : le Pib<sup>(5)</sup> a été légèrement révisé en hausse au quatrième trimestre 2020 (+0,2 point à 4,3 % annualisé) et la Fed<sup>(6)</sup> d'Atlanta estime qu'elle pourrait accélérer à 4,7 % au premier trimestre 2021. Les indices de confiance suggéraient un très bon niveau d'activité en février, notamment l'ISM<sup>(7)</sup> manufacturier, qui

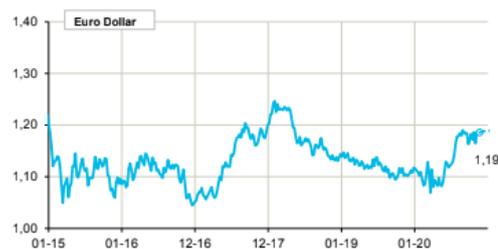
<sup>(5)</sup> Produit intérieur brut

<sup>(6)</sup> Réserve fédérale des États-Unis

<sup>(7)</sup> Institute for Supply Management

s'établissait à plus de 60 et qui pourrait encore progresser en mars : les enquêtes régionales se sont toutes améliorées. En février, la consommation a reculé de 1,2 %, après un très bon mois de janvier (+3 %). Les données hebdomadaires d'allocation chômage étaient mieux orientées, avec une baisse du nombre total de bénéficiaires (-250 000) après deux semaines de stagnation. Cette semaine, plus de 600 000 créations nettes d'emplois salariés sont attendues pour le mois de mars, ce qui ferait tomber le taux de chômage à 6 %. Il manquerait encore cependant 8 millions de postes pour revenir au niveau d'emploi de fin 2019. Cela justifie la poursuite de la politique monétaire très accommodante de la Fed, d'autant que l'inflation, calculée par le déflateur des dépenses des ménages hors alimentation et énergie, loin d'accélérer comme le redoutait le marché obligataire, a ralenti à 1,4 % en glissement annuel en février. Au Royaume-Uni, la vaccination a aussi été très rapide et 50 % de la population a déjà reçu une dose. Le déconfinement commencera progressivement en avril. Cela s'est traduit par une très forte amélioration des indices de confiance en mars : +2,8 points à 57,9 pour le PMI manufacturier et +7,3 points à 56,8 pour le PMI services.

### Taux de change



### Zone euro : un net retard dans la vaccination

La vaccination est bien moins avancée dans l'Union européenne (15 % de la population) et progresse toujours très lentement avec 0,3 % de la population vaccinée par jour contre 0,9 % au Royaume-Uni, alors que le nombre de cas remonte sensiblement dans de nombreux pays. La fin des mesures de restrictions n'est plus à l'ordre du jour, même si les gouvernements hésitent à en imposer de nouvelles. L'indice de confiance PMI<sup>(8)</sup> manufacturier était cependant encore en forte hausse en mars (+4,5 points) et s'établissait à un niveau très élevé (62,4). L'indice PMI des services progressait aussi (+3,1 points) tout en restant en dessous du seuil d'expansion de l'activité, à 48,8. Cette semaine, l'inflation est attendue en hausse à 1,3 % en glissement annuel (après 0,9 % en février), soutenue par l'accélération des prix du pétrole. Hors énergie et alimentation, elle resterait stable à 1,1 %.

### France : amélioration des indices de confiance

En mars, l'indice PMI manufacturier a gagné 2,7 points à 58,8 et l'indice des services progressait de 2,2 points à 47,8, se rapprochant du seuil d'expansion de l'activité. L'Insée<sup>(9)</sup> a confirmé cette tendance : le climat des

<sup>(8)</sup> Purchasing managers index

<sup>(9)</sup> Institut national de la statistique et des études économiques

affaires gagnait sept points à 97, grâce à une nette amélioration de la confiance dans les services et le commerce de détail. Cependant, l'intensification des mesures de restriction pourrait de nouveau entraîner une dégradation. Les dépenses des ménages en biens sont attendues en rebond de 2,8 % en février, après une baisse de 4,6 % en janvier. En mars, l'inflation accélérerait à 1,1 % en glissement annuel (après 0,6 %), soutenue par la remontée des prix pétroliers.

### Évolution des marchés financiers

	Niveau	Variations	
	26-mars	Sur une semaine	En 2021
<b>Eonia</b>	-0,48 %	<b>0 pb</b>	<b>2 pb</b>
<b>Taux 3 mois</b>	-0,54 %	0 pb	1 pb
<b>TEC 10 ans</b>	-0,10 %	-5 pb	<b>23 pb</b>
<b>Swap 10 ans</b>	0,02 %	-4 pb	<b>28 pb</b>
<b>Cac 40</b>	5 989	-0,2 %	<b>7,9 %</b>
<b>Euro-dollar</b>	1,179	-0,9 %	-2,7 %

Eonia : taux de référence  
 du marché interbancaire  
 de la zone euro  
 TEC 10 ans : taux  
 à échange constant  
 SWAP 10 ans : contrat  
 d'échange de taux d'intérêt  
 Pb : point de base

### Lettre éco

Dans le cadre de son partenariat avec Le Cercle de l'Épargne, AG2R LA MONDIALE vous adresse la *Lettre Éco*, l'hebdo réalisé par l'économiste Philippe Crevel et Sarah Le Gouez, Secrétaire générale. Vous trouverez ci-après le lien vers les numéros datés du 20 et du 27 mars 2021 :

[Numéro du 20 mars 2021](#)

[Numéro du 27 mars 2021](#)

### RETRAITE

#### Déficit de la branche retraite en 2020



Selon un communiqué de presse du Gouvernement daté du 15 mars, la Sécurité sociale a enregistré en 2020 un déficit historique de 38,6 Md€, l'essentiel de cette somme étant portée au compte de la branche maladie, tandis que la branche retraite affiche une perte trois fois élevée que prévue. En effet, la perte s'élève à 3,7 Md€ contre 10,3 Md€ anticipés, auxquels s'ajoutent 2,5 Md€ de déficit du FSV<sup>(10)</sup> (cf. éditorial du numéro 141 de *1 000 News*). Selon Olivier Dussopt, ministre des Comptes publics, « *la branche bénéficie pleinement de la résistance de l'activité économique.* »

<sup>(10)</sup> Fonds de solidarité  
 vieillesse

## Augmentation de la catégorie des seniors « ni en retraite, ni en emploi »



Dans une interview accordée au journal *Le Monde*, Anne-Marie Guillemard, Sociologue, Professeure émérite à l'Université de Paris Descartes-Sorbonne, affirme que le système des préretraites et la priorité donnée aux seniors dans les plans de départs volontaires favorisent l'augmentation de la part des retraités qui ne sont « ni en retraite, ni en emploi » et donc en attente de pouvoir liquider leur retraite. Selon la chercheuse, « à 60 ans, dans la période 2015-2017, 29 % des personnes n'étaient ni en emploi, ni en retraite : 7 % au chômage, 12 % inactives depuis l'âge de 50 ans et 10 % inactives dès avant 50 ans. Dans toutes ces catégories, on trouve de nombreux bénéficiaires des minimums sociaux ». Elle affirme ainsi que cette tendance est en train de créer une nouvelle poche de pauvreté, car 42 % de retraités qui liquident leur retraite sont déjà sortis du marché du travail et qu'une partie travaille tant qu'autoentrepreneurs. Pour Anne-Marie Guillemard : « soit ils coûtent aux pouvoirs publics, soit ils dépendent de la solidarité familiale ». Elle préconise une refonte des politiques publiques afin de construire activement des parcours professionnels permettant de rendre le travail plus soutenable, plus longtemps et ainsi maintenir les seniors en situation de travail plus pérenne.

## Bientôt un référentiel sur les aides techniques pour l'autonomie



Dans un communiqué de presse commun, Brigitte Bourguignon et Sophie Cluzel, respectivement ministre déléguée à l'Autonomie et Secrétaire d'État chargée des Personnes Handicapées, annoncent la mise en place en avril prochain d'un référentiel sur les aides techniques pour l'autonomie. Objectif de ce dispositif : faire progresser la qualité et la fiabilité des matériels en instaurant une comparaison objective de leur performance. Cet outil fixera, par ailleurs, un prix limite de vente, afin de réduire le reste à charge des usagers.

## « Rendez-vous prévention jeune retraité »



À l'occasion de la Journée mondiale de la santé le 7 avril prochain, l'action sociale de l'Agirc-Arrco<sup>(11)</sup> encourage les nouveaux retraités éloignés du système de soin à réaliser gratuitement un bilan de prévention médical et psychosocial par téléconsultation auprès de l'un de ses 14 centres de prévention. Objectif : faire le point sur la situation médicale, psychologique et sociale du bénéficiaire et lui donner des clés pour adopter les bons réflexes à appliquer au quotidien pour vieillir en bonne santé.

<sup>(11)</sup> Association générale des institutions de retraite des cadres - Association des régimes de retraite complémentaire

## SANTÉ

(12) Institut national d'études démographiques

### Les impacts de l'épidémie de covid-19 selon l'Ined<sup>(12)</sup>



Selon l'Ined, l'épidémie de coronavirus affecte de manière importante la démographie de la France. En effet, le nombre de décès enregistrés en France métropolitaine a ainsi augmenté de 55 000 entre 2019 et 2020. C'est moins que les 68 000 décès imputés à l'épidémie en 2020. Cette différence provient probablement de la diminution des décès causés par d'autres pathologies comme la grippe et les accidents de la circulation. En ce qui concerne le nombre de naissances, il est probable que ce chiffre baisse fortement en 2021 suite à l'épidémie. La montée du chômage et les incertitudes liées à l'avenir conduisent en effet une partie des couples souhaitant un enfant à reporter leur projet. La baisse des naissances s'observe déjà à la fin 2020 et au début de 2021. Le nombre d'enfants nés en décembre 2020 est de 7 % inférieur au nombre observé en décembre 2019. Le nombre de bébés nés en janvier a baissé de 13 % par rapport à janvier 2020.

### Deux nouvelles études sur la santé mentale des Français

(13) Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques



Selon deux récentes études publiées par la Drees<sup>(13)</sup>, la crise sanitaire engendre de sérieuses conséquences sur le moral des Français. La première analyse porte sur le premier confinement. On y apprend ainsi qu'en mai 2020, 13,5 % des personnes âgées de 15 ans ou plus ont déclaré des symptômes évocateurs d'un état dépressif, soit une proportion en hausse de 2,5 points par rapport à 2019. L'augmentation est plus présente chez les femmes et les moins de 44 ans, et plus particulièrement chez les 15-24 ans. En effet, 22,0 % des jeunes de cette tranche d'âge ont déclaré des problèmes de ce type en mai 2020, contre 10,1 % en 2019 et 4,2 % en 2014. La proportion de jeunes présentant ces syndromes a plus que doublé en l'espace de cinq ans, entre 2014 et 2019, puis de nouveau entre 2019 et mai 2020. Selon cette analyse, un syndrome dépressif majeur, évocateur d'un épisode dépressif caractérisé modéré ou sévère, est détecté chez 5,3 % de la population. Cette tendance est observable dans une seconde étude focalisée sur les pratiques et conditions d'exercice en médecine générale. 72 % des médecins interrogés estiment ainsi que les demandes de soins pour stress, troubles anxieux ou dépressifs (en novembre et décembre 2020) sont plus fréquentes qu'à l'ordinaire et 16 % d'entre eux estiment que le nombre de consultations de ce genre a augmenté de plus de 50 % par rapport à la fréquence habituelle, avant le début de l'épidémie.

## Poursuite de la dynamique de progression des dépenses de santé



Selon les derniers chiffres de l'Assurance Maladie, la consommation des soins de santé des premiers mois de l'année 2021 poursuit sa lancée, avec une progression de 10,9 % sur le mois de février, après 11,9 % sur janvier.

L'évolution des dépenses de ville est de +5,0 % sur douze mois. Au total, les dépenses du régime général augmentent de +7,4 % en rythme annuel. Dans le détail, entre les mois de février 2020 et février 2021, les remboursements des soins de généralistes ont diminué de 2,4 %, ceux de soins spécialisés ont progressé de 1,8 % et les soins dentaires enregistrent une progression de 7,4 %. Sur les douze derniers mois, ces évolutions sont respectivement de -6,3 % (soins de généralistes), -6,8 % (soins de spécialistes) et -8,9 % (soins dentaires). Par rapport au mois de février 2020, les remboursements d'analyses médicales évoluent de +109,1 % et de +62,9 % sur les douze derniers mois, résultant de la politique de tests dans le cadre de la crise sanitaire. En ce qui concerne les indemnités journalières, elles progressent de 14,1 % sur février 2021 (+25,7 % sur douze mois).

## Enrichissement des programmes de prévention de l'Assurance Maladie - Risques professionnels



L'Assurance Maladie-Risques professionnels enrichit ses offres de prévention en proposant une nouvelle démarche en ligne intitulée « Risques Chimiques Pros » et en renouvelant son programme TMS<sup>(14)</sup> Pros à travers une approche adaptée aux secteurs les plus touchés. Articulé autour d'un parcours en

ligne de quatre étapes, le programme de prévention permet aux entreprises d'évaluer les risques, de planifier et suivre les actions engagées, dans l'optique de réduire l'exposition des salariés à des produits chimiques et d'en éviter les conséquences, notamment dans les secteurs les plus concernés : ateliers de réparation automobile, bâtiment et travaux publics, centres de contrôle technique, mécanique et usinage, menuiserie et métiers du bois, soins et analyses. Pour rappel, les risques chimiques sont la deuxième cause de maladies professionnelles en France.

<sup>(14)</sup> Troubles musculo-squelettiques

## ÉPARGNE

### Point sur l'épargne salariale en 2020

<sup>(15)</sup> Association française de la Gestion financière



Selon les derniers chiffres publiés par l'AFG<sup>(15)</sup>, les plans d'épargne salariale et plans d'épargne retraite d'entreprises représentent un encours de 147 Md€, soit 13 140 € d'épargne par bénéficiaire en moyenne. Dans le détail, près d'1,15 million de salariés sont titulaires d'un nouveau Per<sup>(16)</sup> d'entreprise collectif pour un encours total de près de 8 Md€, soit 35 % des encours en épargne retraite d'entreprise collective. La crise n'aura pas eu d'impact sur les nouvelles souscriptions de ce genre de produits : 16 500 entreprises ont mis en place ce nouveau Per en 2020 et 50 000 ont transformé leur ancien dispositif Perco<sup>(17)</sup> en nouveau Pereco<sup>(18)</sup> en 2020. L'ensemble des produits collectifs d'épargne retraite (Perco et nouveaux Per d'entreprise collectif) représente un encours de 22,5 Md€ d'encours (+12,5 % en un an) et bénéficie à plus de 3,2 millions de personnes.

<sup>(16)</sup> Plan d'épargne retraite

<sup>(17)</sup> Plan d'épargne pour la retraite collectif

<sup>(18)</sup> Per d'entreprise collectif

Retrouvez plus de détails dans la publication de l'AFG en [suivant ce lien](#).

<sup>(19)</sup> Livret d'épargne populaire

### Simplification des procédures d'ouverture d'un Lep<sup>(19)</sup>



Dans un décret paru au *Journal officiel* le 13 mars, les conditions d'ouverture et de détention d'un livret d'épargne populaire ont été allégées. En effet, les candidats à l'ouverture d'un LEP ainsi que les titulaires de ce produit

n'ont plus à fournir leur avis d'imposition. Désormais, la banque gestionnaire du compte, ou celle dans laquelle la demande a été faite, devra interroger l'administration fiscale par voie électronique. Elle se chargera de vérifier que les détenteurs ou les demandeurs sont éligibles à un Lep. Seule l'éligibilité sera communiquée à la banque, sans aucune autre information sur leur situation fiscale. Si l'administration n'est pas en mesure de renseigner la banque, la personne concernée devra elle-même présenter son avis d'imposition. Dans le cas où un détenteur n'est plus éligible au Lep, il doit lui-même demander la fermeture du compte. En cas de perte d'éligibilité au titre des deux années consécutives 2020 et 2021, la date à laquelle les banques sont tenues de clôturer les comptes est reportée du 31 mars au 30 novembre 2021.

### La collecte sur les livrets réglementaires au plus haut

<sup>(20)</sup> Caisse des dépôts et consignations



Selon les derniers chiffres de la CDC<sup>(20)</sup>, le Livret A a enregistré une collecte record sur le mois de février, avec près de 2,9 Md€. La plus forte collecte avait été enregistrée en février 2009 avec 2,4 Md€. Ce support affiche ainsi une collecte nette cumulée de plus de 9 Md€ sur les deux premiers mois de l'année, contre environ 5 Md€ sur la même

(21) Livret de développement durable et solidaire

période un an auparavant. En ce qui concerne le LDDS<sup>(21)</sup>, la collecte atteint 910 M€ sur février, soit trois fois plus que février 2020. La collecte globale sur les deux livrets atteint 3,8 Md€ en février. Sur la période janvier-février, elle est de 11 Md€ avec un encours global de 460 Md€, soit une hausse de 10 % sur un an.

### Un guide pratique pour épargner avec l'assurance vie

(22) Fédération Française de l'Assurance



Dans le cadre de la semaine de l'éducation financière qui s'est tenue du 22 au 28 mars, la FFA<sup>(22)</sup> a publié un guide intitulé *Épargner avec l'assurance vie*. Grâce à une série de questions clés, l'objectif est d'accompagner les particuliers dans leur décision d'épargne de long terme et de les aider à choisir le contrat d'assurance vie le mieux adapté à leur profil et à leur projet.

Pour consulter le guide, [cliquez ici](#).

## À NOTER

### La prise en charge des consultations de psychologues

(23) Fédération nationale de la mutualité française



Souhaitant renforcer la prise en charge de la santé mentale et leur contribution à la situation exceptionnelle générée par l'épidémie de covid-19, les mutuelles de la FNMF<sup>(23)</sup>, en lien avec les assureurs de la FFA et les institutions de prévoyance, ont décidé de s'engager à rembourser les consultations avec un psychologue dès le premier euro facturé au patient. Un minimum de quatre séances par année pourra être pris en charge dans une limite de 60 € par séance. Les représentants des organismes complémentaires à l'assurance maladie initieront prochainement un échange avec les représentants des syndicats professionnels des psychologues et des médecins, pour la mise en œuvre de cette mesure. « *L'engagement de nos mutuelles a toujours été constant pour améliorer la prise en charge de la santé mentale et participer pleinement à la lutte contre le covid-19 avec leurs services de santé et leurs professionnels qui sont encore mobilisés plus que jamais sur tout le territoire* », selon Thierry Beaudet, Président de la Mutualité Française.

Plus de détails sur cette disposition en [suivant ce lien](#).

## Les analyses de la Coface sur les impacts de la crise sanitaire



Selon l'assureur crédit Coface, les défaillances d'entreprises sur le courant de l'année 2020 enregistrent une baisse marquée. Cette diminution est observée dans toutes les grandes économies européennes. La simulation de Coface démontre que la diminution des défaillances suggère que ces dernières ont été reportées plutôt que prévenues. Il s'agit de « défaillances manquantes » des entreprises non viables, dont la faillite n'est qu'une question de temps. En France, 22 000 entreprises présentent des « défaillances manquantes » et devraient se matérialiser d'ici à 2022. Coface estime ces défaillances à 8 600 dans le secteur de la construction, 1 800 dans le commerce, 1 500 dans l'industrie manufacturière, 1 200 dans les services aux entreprises et près de 800 dans le transport. Jusqu'à présent, bien que la crise économique ait affecté inégalement les secteurs d'activité, le nombre de défaillances a chuté dans toutes les filières, y compris dans celles qui sont à l'arrêt depuis la mise en place des fermetures administratives. Toutes les régions françaises ont enregistré un net recul du nombre de défaillances en 2020, allant de -34 % en Bretagne à -49 % en Corse. Par ailleurs, sans le Fonds de solidarité, le résultat d'exploitation du secteur de l'hébergement et de la restauration se serait contracté d'un pourcentage estimé à -109 %, au lieu des -17 % estimés par Coface. Les répercussions en matière d'emploi restent relativement limitées, avec 126 000 postes concernés par les défaillances sur l'année, soit le plus faible niveau depuis 2006.

<sup>(24)</sup> Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

### Un registre public mis en ligne par l'ACPR<sup>(24)</sup>



L'organisme de contrôle lance un nouveau site qui permet aux particuliers de vérifier les agréments des organismes d'assurance. Refassu.fr est un registre mis à jour quotidiennement. Il donne accès à de nombreuses informations, notamment les branches d'activités pour lesquelles ces organismes sont autorisés et, pour les organismes autorisés en France, les activités qu'ils peuvent également exercer à l'étranger.

Le registre est disponible en [suivant ce lien](#).

### Engagements tenus des complémentaires santé en matière de lisibilité



Deux ans après la signature de l'Engagement professionnel du 14 février 2019, l'Unocam<sup>(25)</sup> publie les résultats de sa deuxième enquête, conduite avec la FNMF, la FFA et le Ctip<sup>(26)</sup>, sur la mise en œuvre de cet accord visant à améliorer la lisibilité des garanties des contrats de complémentaires santé. Dans leur très grande majorité, les mutuelles ont

<sup>(25)</sup> Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire  
<sup>(26)</sup> Centre technique des institutions de prévoyance

tenu leurs engagements et paraissent impliquées dans le suivi de la mise en œuvre de l'accord. Les réponses recueillies couvrent plus de 45 millions de personnes protégées, ce qui représente un échantillon représentatif du marché. Cette étude nous apprend que 91 % des personnes protégées ont accès à un calculateur ou un simulateur de restes à charge, contre 45 % lors de la précédente enquête. Par ailleurs, 99 % des personnes couvertes par un contrat « responsable » bénéficient de l'harmonisation des libellés des principaux postes de garanties, contre 92 % lors de la première enquête. Autre point mis en évidence : 83 % des personnes couvertes par un contrat responsable ont accès aux 15 exemples de remboursement communs et en euros pour les actes les plus fréquents, contre 70 % lors de la précédente enquête. « *Les complémentaires santé ont pris des engagements en 2019. Le nouveau bilan réalisé montre que les résultats sont là, les progrès réels et la dynamique bien engagée. C'est très positif, en particulier dans le contexte du déploiement de la réforme du 100 % Santé* » selon Maurice Ronat, Président de l'Unocam.

### Un webinaire de la Coalition ACT 4 Social EU



Le 22 mars, la Coalition ACT 4 Social EU a organisé un webinaire autour du thème : « Care et société de la longévité dans l'Europe sociale : des enjeux du

bien-vivre à ceux de la cohésion sociale ». Cette rencontre, coprésidée par Jean-Claude Fluhr, Président de l'Ipse<sup>(27)</sup>, et Jérôme Saddier, Président d'ESS France<sup>(28)</sup>, a été l'occasion de débats et d'échanges autour du rôle moteur que pourront jouer demain les institutions de prévoyance dans la promotion d'un pacte intergénérationnel ambitieux et protecteur. Parmi les différents intervenants, notons la présence de Pierre Mayeur, Directeur général de l'Ocirp<sup>(29)</sup>.

### Finances sociales post-covid : le rapport d'étape du HCFIPS<sup>(30)</sup>



Le 24 mars, Dominique Libault, Président du HCFIPS, a remis à Jean Castex, Premier ministre, sa note d'étape sur les finances sociales après la crise du covid-19. Ce rapport met en avant la nécessité de prioriser le retour à l'équilibre des comptes courants de la Sécurité sociale dans les prochaines

années, et non le remboursement rapide de la dette. S'agissant de l'équilibre financier de la branche maladie, le HCFIPS insiste sur la maîtrise des dépenses, tout en suggérant trois pistes pour améliorer les recettes : augmenter les prélèvements obligatoires, stimuler durablement la croissance économique et étaler dans le temps le remboursement de la dette covid.

<sup>(27)</sup> Institut de la protection sociale européenne

<sup>(28)</sup> Chambre française de l'économie sociale et solidaire

<sup>(29)</sup> Organisme commun des institutions de rente et de prévoyance

<sup>(30)</sup> Haut conseil du financement de la protection sociale

## Les résultats 2020 de l'assurance



Le 24 mars, Florence Lustman, Présidente de la FFA, a présenté les résultats 2020 de l'assurance. En santé et prévoyance, on note une augmentation des prestations de près d'1 Md€ à 19,8 Md€ (+4,4 %), ce qui s'explique en partie par la hausse de 20 % des arrêts de travail et des gestes accordés aux personnes fragiles en dehors des garanties prévues par les contrats. En parallèle, les cotisations ont augmenté moins vite : elles atteignent 25,5 Md€, soit une hausse de 1,8 %. Pour l'heure, l'impact de la crise est estimé à 800 M€ en y intégrant la taxe covid. S'agissant de l'assurance vie, 2020 aura été marquée par une décollecte de 6,5 Md€.

<sup>(31)</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

## Unesco<sup>(31)</sup> : les savoir-faire artisanaux et la culture de la baguette de pain choisis pour représenter la France



Le ministère de la Culture a annoncé que le dossier « Les savoir-faire artisanaux et la culture de la baguette de pain » a été choisi pour représenter la France pour la candidature 2022 à l'inscription au patrimoine immatériel de l'Unesco. Dominique Anract, Président de la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie française, se réjouit de l'aboutissement de cette étape de la candidature portée par la communauté des boulangers. L'Unesco rendra sa décision fin 2022.

## ACTUS GROUPE

### Fermeture du site Malakoff Dolet



Dans le cadre du schéma directeur immobilier, le Groupe se désengage du site de Malakoff Dolet pour le 30 juin 2021. Sont principalement concernés des collaborateurs de la Direction de l'organisation et des systèmes d'information (DOSI), de la Direction pilotage opérationnel transverse (DOPT) et de la Direction régionale. À compter de fin mai, les collaborateurs de la DOSI et de la DOPT emménageront dans des espaces rénovés sur Paris Brune.

### Vente de l'immeuble « Pantin Magasins Généraux »



Le 29 mars, AGLM IMMO a signé l'acte de vente de l'immeuble « Pantin Magasins Généraux » situé 1 à 13, rue de l'ancien Canal à Pantin. Cet immeuble à usage principal de bureaux et commerces, d'une surface utile de 18 226 m<sup>2</sup>, a été cédé au Groupe Tishman Speyer. Cette cession vient clore une belle opération qui aura permis depuis 2014 de participer à la renaissance de cet immeuble, ancien Grenier de Paris laissé à l'abandon à la fin du 20<sup>e</sup> siècle et devenu la « Cathédrale du graff » dans les années 2000.

### Un double engagement pour faciliter et déployer la vaccination contre le covid-19



Dans le cadre du programme Inno'Vaccins lancé à l'initiative des groupes AstraZeneca, Janssen et DPDgroup (filiale du groupe La Poste), AG2R LA MONDIALE apporte son soutien à une dizaine de startups spécialisées dans la e-santé et hébergées au sein du Hub Innovation d'AstraZeneca afin d'accélérer leur déploiement et leur financement. Par ailleurs, le Groupe a noué un partenariat avec libheros, acteur clé dans la mobilisation des professionnels de santé partout en France, à domicile et en entreprise, pour faciliter les campagnes de dépistage et de vaccination auprès de ses entreprises clientes et de leurs collaborateurs. *« Ces deux partenariats illustrent pleinement la démarche d'open innovation d'AG2R LA MONDIALE, commente Isabelle Hébert, membre du Comité de direction Groupe en charge de la stratégie, du digital, du marketing et de la relation client. Ils démontrent également notre engagement dans la prévention santé, ainsi que notre volonté d'accompagner les entreprises dans la lutte contre la pandémie. »*

### Très bons classements 2020 pour La Mondiale Europartner



Dans un contexte difficile, La Mondiale Europartner continue sa croissance et se hisse à la deuxième place des assureurs vie au Luxembourg en termes de collecte brute globale avec 2 075 M€. Sa part de marché est ainsi passée à 10,2 %. La Mondiale Europartner est, par ailleurs, leader sur les marchés français et italien : en France, avec une collecte de 1 044 M€ et une part de marché de 13,8 %, et en Italie avec une collecte de 797 M€ et une part de marché de 21,7 %. À noter que c'est le 20<sup>e</sup> exercice que clôture Jean-Marc Crestani, membre du Comité de direction Groupe en charge de l'épargne et de la clientèle patrimoniale.

### Lancement du Tour de France (virtuel) de la santé prévoyance



Le 9 mars, 170 managers ont été conviés par Jean-Pierre Diaz, Directeur assurances santé prévoyance, à une prise de parole vidéo animée par la journaliste Emmanuelle Dancourt, en lieu et place de l'habituel séminaire, annulé du fait de la crise sanitaire. Entouré de son comité de direction, Jean-Pierre Diaz a pu revenir sur les temps forts de l'année 2020 et les orientations données à la santé prévoyance en 2021. Ce live a été aussi l'occasion de donner le coup d'envoi officiel du Tour de France virtuel de la santé prévoyance du 15 mars au 1<sup>er</sup> avril : 13 étapes (Bordeaux, Toulouse, Paris, Béziers, Reims, Strasbourg, Lille, Lyon, Grenoble, Marseille, Direction technique, Rennes et Chartres) dans un format inédit pour aller à la rencontre de plus de 1 400 collaborateurs sollicités en amont sur leurs questionnements et préoccupations.

### Appel à projets « Entreprendre la ruralité »



Le 18 mars, la Fondation Entreprendre, en partenariat avec AG2R LA MONDIALE, le fonds de dotation Terre & Fils et la Fondation RTE, a lancé le programme « Entreprendre la ruralité ». Objectif : faire émerger 15 dispositifs d'accompagnement sur des territoires ruraux, tout en identifiant les freins et en faisant progresser durablement la prise en charge en France de l'accompagnement des entrepreneurs en milieu rural. Un soutien global d'1 M€ est accordé, réparti entre trois et cinq projets régionaux sur trois ans. Les candidats ont jusqu'au 14 mai pour déposer leur dossier. Les projets régionaux sélectionnés seront annoncés le 18 juin.

### « Aux côtés des aidants », un service destiné aux entreprises pour soutenir et accompagner leurs salariés



AG2R LA MONDIALE propose aux entreprises un nouveau service, « Aux côtés des aidants », pour soutenir et accompagner les salariés qui aident un proche en perte d'autonomie, quel que soit le degré de dépendance. Ce service allie solutions individuelles et actions collectives, pour permettre aux aidants de mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle, et de renforcer ainsi leur qualité de vie au travail. Un expert dédié aide l'entreprise à réaliser un bilan de la situation de l'aidant, à mettre en place un plan d'action personnalisé dont le suivi permet au bout de trois mois de faire le point.

## « À chaque instant » #6 : l'apport de la psychologie pour les aidants et leurs proches



Un nouvel épisode de « À chaque instant » vient d'être mis en ligne avec pour thème, l'apport de la psychologie pour les aidants et leurs proches, dans lequel intervient Vincent Landreau, Psychologue depuis 25 ans. Sont abordées les nombreuses difficultés

rencontrées par les aidants au quotidien, notamment lorsque leur proche est atteint de la maladie d'Alzheimer, et les solutions pour les soutenir dans leur rôle.

Pour écouter le podcast, [cliquez ici](#).

## Déploiement d'xRM



Le 22 mars a débuté le déploiement d'xRM auprès de 1 000 collaborateurs du Groupe en charge de la clientèle des professionnels. Cette plateforme permet d'accompagner les clients tout au long

de leur parcours, quel que soit le canal d'interlocution utilisé. Ses fonctionnalités sont nombreuses et permettront d'améliorer la satisfaction client, l'expérience collaborateur et l'efficacité opérationnelle tout en générant des revenus additionnels. Au second semestre, elle sera accessible via mobile. La Direction digital, collaborateurs et omnicanal en collaboration avec la Direction commerciale assurera, jusqu'en juillet, une formation à distance pour les utilisateurs de l'outil. À noter que l'épisode 3 d'« Histoires de vie(s) » est consacré à l'efficacité d'xRM. Il met en scène Colette qui bénéficie des conseils en assurance vie de Noé, conseiller commercial, d'Élodie, experte patrimoniale, et de Sophie, gestionnaire.

Pour visionner l'épisode d'« Histoire de vie(s) », [cliquez ici](#).

## Le Collectif de Marseille mobilisé pour l'emploi inclusif



Le 22 mars, la deuxième édition du Forum « Alternance Inclusive » a été lancé et avec lui son job dating qui s'achèvera le 2 avril. Cet événement est organisé par le Collectif de Marseille qui comprend 23 entreprises, dont AG2R LA MONDILAE, et huit partenaires

institutionnels. Son objectif : favoriser une économie plus inclusive. Des ateliers et du coaching ont été mis en place pour une centaine de profils, en amont des rendez-vous de recrutement pour des postes en alternance proposés par les entreprises engagées dans la démarche.

## Deuxième édition de Talents Seniors marrainée par Claire Silva

(32) Agence pour l'emploi des cadres



(33) Comité social régional retraite

Le 23 mars, l'Apec<sup>(32)</sup> a lancé la deuxième édition de Talents Seniors marrainée par Claire Silva, membre du Comité de direction Groupe en charge des ressources humaines et des relations sociales. Initiée en 2019 en Provence-Alpes-Côte d'Azur par Stéphane Bauw, Directeur régional,

avec Bruno Jonchier, Directeur du réseau Apec, dans le cadre d'un CSTR<sup>(33)</sup>, cette opération de parrainage est déployée cette année dans sept régions au total (Pays de la Loire, Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Île-de-France, Occitanie en plus des deux régions pilotes). Elle associe des cadres seniors demandeurs d'emploi, accompagnés par l'Apec, et des chefs d'entreprise, cadres dirigeants, décideurs institutionnels. Objectif : permettre aux cadres de 50 ans et plus de rebondir, d'étoffer leur réseau et de renforcer leur connaissance du tissu économique local. Une webconférence s'est tenue à l'occasion du lancement national de cette nouvelle édition : Claire Silva a pu y présenter l'engagement du Groupe en faveur de l'emploi des seniors.

Pour visionner la webconférence, [cliquez ici](#) (intervention de Claire Silva à partir de 58:30).

## Restitution de l'étude « Aïdances, Compétences et Emploi »



Le 30 mars, dans le cadre d'une web TV, François-Marie Geslin, membre du Comité de direction Groupe en charge de l'engagement sociétal,

Christophe Kieffer, Directeur régional Alsace-Lorraine, et Louis-Médéric Vaujour, Directeur des activités sociales, ont présenté les enseignements d'une étude inédite sur les compétences développées par l'aide à un proche, ainsi que son potentiel de valorisation sur le marché du travail. Étaient à leurs côtés des représentants des deux organismes partenaires avec lesquels le Groupe a mené cette étude : Gwénaëlle Thual, Présidente de l'Association française des aidants, ainsi que Thierry Calvat et Tanguy Chatel, Sociologues et Cofondateurs du Cercle Vulnérabilité et Société. Cette restitution a également été l'occasion de présenter les premiers référentiels et outils permettant de mieux comprendre et valoriser les compétences des aidants tant par les recruteurs que les aidants eux-mêmes.

## Salon Silver Economy Expo



Le 30 mars, AG2R LA MONDIALE a participé au Salon Silver Economy Expo en animant une table ronde sur le thème « La Silver économie hors les murs : un autre regard sur la ruralité, les quartiers prioritaires de la ville, l'Europe et les filières industrielles françaises ». Cette webconférence, qui s'inscrivait dans le cadre de la deuxième Rencontre des Labs AG2R LA MONDIALE, était animée par Romain Ganneau, Responsable autonomie et services d'AG2R LA

MONDIALE. Y ont pris part Jean-Marc Blanc, Directeur de la Fondation i2ML, Michèle Delaunay, ancienne ministre déléguée chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie, Présidente du gérontopôle Nouvelle-Aquitaine, Benoît Mounier, Directeur des programmes de la Fondation Entreprendre, Laure Portale, Urbaniste et Sociologue, Thibault Renaudin, Maire de Termes-d'Armagnac, Xavier Roy, Directeur général de France Clusters, et Lucie Vaamonde, Chef de service européen à Autonom'Lab.

### Lancement par MBV d'un dispositif renforcé de soutien au domicile des personnes âgées

<sup>(34)</sup> Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes



Dans le cadre du dispositif « Éhpad<sup>(34)</sup> hors les murs » dont l'objectif est le maintien à domicile le plus longtemps possible, MBV lance une expérimentation via son établissement de Saint-Étienne-du-Rouvray. En complément des services à domicile intervenant auprès de la personne âgée, différentes prestations vont être proposées telles que des temps de répit pour les aidants, de l'accueil de jour, de l'hébergement d'urgence... Les premiers accompagnements sont prévus à partir de mai. Le financement est assuré pour trois années d'expérimentation.

## ZOOM SUR

### Une campagne sur le bien-vieillir : épisode 1



Du 22 mars au 2 avril, la Direction des activités sociales mène une campagne de communication d'ampleur sur les réseaux sociaux auprès du monde de l'Économie sociale et solidaire, pour présenter sa vision pour l'autonomie : « vers une action sociale engagée au service du bien-vieillir », en huit principes, preuves à l'appui, sur Twitter et LinkedIn. Un partenariat avec Carenews, le media des acteurs de l'engagement, a également été mis en place pour l'amplifier.

Le contexte fort du vieillissement de la population avec les enjeux de la perte d'autonomie, les discussions autour du texte de loi sur la dépendance, et l'actualité de la crise sanitaire avec notre forte mobilisation auprès des seniors, constituaient une opportunité forte pour faire connaître notre positionnement sur le bien-vieillir : il ne suffit pas d'accompagner les attentes, toujours plus fortes, de la société, il nous faut les anticiper.

Les objectifs de cette campagne : faire rayonner notre positionnement original, par la preuve, au travers d'exemples concrets et novateurs renforçant la valeur ajoutée et la légitimité d'AG2R LA MONDIALE, notamment en matière d'action sociale ; gagner en visibilité auprès du monde de l'Économie sociale et solidaire, au sein de laquelle figurent nos partenaires ; et inviter les acteurs concernés à partager notre vision pour s'engager ensemble dans l'action.

Initiée avant la crise sanitaire, cette contribution, issue d'un groupe de travail, trouve un écho plus fort encore au sein de notre Groupe aujourd'hui. Elle a également été valorisée auprès de nos allocataires, bénéficiaires directs des actions présentées.

Voici donc les quatre premiers principes illustrés de notre vision pour l'autonomie : « vers une action sociale engagée au service du bien-vieillir », dont vous pouvez être les ambassadeurs à votre tour !

• **Principe n°1 : faire confiance aux territoires**

Avec l'appui d'AG2R LA MONDIALE, le département des Hautes-Pyrénées a créé un pôle Partenaires Aidants rassemblant aujourd'hui plus de 40 acteurs engagés dans l'aide aux aidants : politiques, associatifs, institutionnels, aidants, entreprises, etc.

• **Principe n°2 : dépasser les logiques institutionnelles**

Pour encourager l'engagement citoyen des seniors, AG2R LA MONDIALE a créé son propre réseau associatif de retraités, les Sociétales. Ses bénévoles s'investissent localement dans des missions d'intérêt général au bénéfice des plus fragiles.

• **Principe n°3 : promouvoir une prévention adaptée à chacun**

Chaque année, AG2R LA MONDIALE organise dans toute la France des « Villages Bien-Être » proposant de nombreuses animations gratuites consacrées à la prévention (cours de gym douce, bilan de santé, conseils nutrition, etc.). En cette période de pandémie, l'événement se déroule à distance.

• **Principe n°4 : rompre l'isolement, une priorité absolue**

Dans les Hauts-de-France, le Groupe accompagne le Pays de Mormal qui favorise l'inclusion sociale des plus âgés. Une assemblée des seniors s'est ainsi constituée pour animer la démarche et engager de nouveaux projets.

Rendez-vous dans la prochaine édition de *1 000 News* pour découvrir le second épisode de cette campagne avec les quatre derniers principes !

[Pour découvrir le support bien-vieillir qui a servi de base à cette campagne, cliquez ici.](#)

## IL NOUS A QUITTÉS



**Bernard Couture**, délégué des sociétaires depuis 2015, est décédé à l'âge de 68 ans. Il était quinquagénaire retraité, sociétaire de La Mondiale depuis 2000. Ceux qui l'ont côtoyé garderont le souvenir d'un homme discret qui contribuait volontiers à la bonne humeur des délégués en Midi-Pyrénées. La direction générale s'associe à la peine de son épouse Françoise et de ses proches.

## NOMINATIONS

<sup>(35)</sup> Caisse primaire  
d'Assurance Maladie



**Albert Lautman**, actuel Directeur général de la FNMF, prendra, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, la direction de la CPAM<sup>(35)</sup> de l'Essonne. Séverine Salgado, actuelle Directrice déléguée santé de la FNMF, assurera l'intérim jusqu'à l'Assemblée générale d'octobre de la Fédération.



**Cynthia Dubois** a été nommée au Conseil d'administration de SGAPS AG2R LA MONDIALE au titre d'Arpege Prévoyance.



**Blandine Mulliez** a été nommée au Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE au titre de La Mondiale.



S'agissant de Prima, Jean-Claude Fluhr et Daniel Thébault sont sortis au 31 décembre et **Christophe Samson** et **Jean-Michel Verdu** sont arrivés en succession au 24 mars 2021.

## CYCLISME

### Le Tour de France des collaborateurs



Le 25 mars, les 17 collaborateurs sélectionnés pour participer à l'étape du Tour ont fait connaissance via un rendez-vous Teams. L'équipe du sponsoring a pu également leur présenter les détails de l'aventure qui les attend le 4 juillet prochain dans le cadre du Tour de France qui se déroulera à Nice. Neuf collaborateurs qui auraient dû participer à l'édition 2020 ont été reconduits. Et on compte trois femmes dans l'équipe !

### Podcast Vivons Vélo#5 : le bien-être mental



Un nouveau podcast Vivons Vélo est en ligne avec pour thème le bien-être mental. Réalisé avec la communauté de cyclistes Les Bornées et la chaîne de podcasts dédiée au sport féminin, Championnes du Monde, cet épisode montre combien le vélo peut être LE moyen de s'évader et de se sentir mieux. Ce qui est primordial en cette période particulière de crise sanitaire.

Le podcast est disponible sur le site de [Vivons Vélo](#), et les plateformes d'écoute : [Apple Podcasts](#), [Google Podcasts](#), [Deezer](#), [Spotify](#) et [Ausha](#).

### Agenda

**2 avril** : Annonce des lauréats de l'appel à candidatures pour le programme ChauffeToi en partenariat avec le réseau Éco Habitat.

**8 et 9 avril** : Cyclo AG2R LA MONDIALE Paris-Roubaix (sous réserve des conditions sanitaires).

**9 avril** : Petit-déjeuner Culture branches. 8h30/10h.

**8 mai** : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

**31 mai** : Les Entretiens Alzheimer organisés avec la Fondation Recherche Alzheimer à Bordeaux.

**7 juin** : Les Entretiens Alzheimer organisés avec la Fondation Recherche Alzheimer à Paris.

**7 au 11 juin** : Villa@ge Bien-être connecté, événement organisé par AG2R LA MONDIALE.

**12 juin** : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

**15 juin** : Les Entretiens Alzheimer organisés avec la Fondation Recherche Alzheimer à Marseille.

**17 juin** : Remise des prix de la 18<sup>e</sup> édition de la Bourse Charles Foix.

**18 juin** : Annonce des lauréats de l'appel à projets Entreprendre la ruralité avec la Fondation Entreprendre.

**22 juin** : Petit-déjeuner Culture branches. 8h30/10h.

**26 juin au 18 juillet** : Tour de France (sous réserve des conditions sanitaires).

**28 juin au 3 juillet** : Les Rendez-vous de la retraite (première session).

**3 juillet** : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

**15 juillet** : Annonce des lauréats du deuxième appel à manifestation d'intérêt Lab'Ehpad.

**23-27 septembre** : Sirha<sup>(36)</sup> à l'Eurexpo de Lyon.

**25 septembre** : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

**9 octobre** : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

**11 octobre** : Les Entretiens Alzheimer organisés avec la Fondation Recherche Alzheimer à Nantes.

**11-16 octobre** : Les Rendez-vous de la retraite (seconde session).

Crédits photos : tous droits réservés/Getty Images/

<sup>(36)</sup> Salon international de la restauration, de l'hôtellerie et de l'alimentation